

À Dieppe, le 19 août 1942 et en 1944, les soldats canadiens ont versé leur sang pour notre liberté, pour favoriser la coopération entre les peuples, et non pour faire de la concurrence déloyale et faussée une valeur cardinale. Nous réfutons l'idée qu'en s'opposant au CETA, on promeuve une société de repli. C'est tout le contraire.

Le CETA applique à l'échelon international la théorie fantasmée du ruissellement, dont on sait ce qu'elle vaut sur le plan national. Pendant dix ans, il augmentera à peine le PIB de 10 euros par habitant. Dans le même temps, on devine le sacrifice qu'il imposera à notre agriculture. Ce matin, j'ai rencontré un agriculteur. Un certain nombre d'entre eux manifestaient devant l'Assemblée tant ils adhèrent à votre projet... Il m'a confié : «Les agriculteurs français ont les deux genoux à terre. Avec le CETA et l'accord passé avec le Mercosur, vous nous mettez deux balles dans la nuque.»

Si cet accord suscite tant d'enthousiasme en vous, c'est que vous vous servez des traités de libre-échange pour accélérer votre projet de dérégulation en France. Vous les utilisez pour couler la société française dans le moule libéral. Le CETA vous permet d'en finir avec l'originalité de l'exception agricole française.

Pour les libéraux, les traités de libre-échange s'enfilent comme les perles d'un collier. Dans le cas du CETA ou de l'accord avec le Mercosur, les perles s'enfilent en effet une à une, mais le collier risque d'étrangler, outre notre modèle agricole, l'originalité française qui protège la qualité de l'alimentation et des services publics, laquelle concourt à celle de la République. *(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)*